

ASSEMBLEE GENERALE

TREIZIEME SESSION

Documents officiels

Mardi 10 mars 1959,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

Pages

Point 13 de l'ordre du jour:

| | |
|---|-----|
| Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle (<i>suite</i>) | |
| Audition de pétitionnaires (<i>suite</i>) | 725 |
| Examen des projets de résolution (<i>suite</i>) | 726 |

Président: M. Frederick H. BOLAND (Irlande).

En l'absence du Président et du Vice-Président, M. Eilan (Israël), rapporteur, prend la présidence.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle * (A/4092, A/4093, A/4094, A/C.4/395, A/C.4/L.580, Rev.1, A/C.4/L.581, A/C.4/L.582, A/C.4/L.585, T/SR.953 à 963) [*suite*]

AUDITION DE PETITIONNAIRES (*suite*)

Sur l'invitation du Président, M. Fongum Ygorji-Dinka, représentant la National Union of Kamerun Students, prend place à la table de la Commission.

1. M. YGORJI-DINKA (National Union of Kamerun Students) remercie le Royaume-Uni, fidèle à sa tradition démocratique, d'avoir accepté l'organisation d'un plébiscite au Cameroun septentrional, malgré les recommandations de la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958).

2. Il signale tout d'abord un point qui n'a pas retenu suffisamment l'attention et que la Mission mentionne au paragraphe 83 de son rapport sur le Cameroun sous administration britannique (T/1426 et Add.1¹): certains partis politiques demeurent interdits au Cameroun méridional par un décret du 30 mai 1957 et 13 de leurs chefs ont été expulsés. Il pense que, si l'Autorité administrante, généralement libérale, n'a pas rapporté ces mesures, il n'y a là de sa part qu'une omission due au fait que la situation s'est stabilisée, mais il est temps qu'elle y songe.

3. Passant à la date du plébiscite, M. Ygorji-Dinka estime qu'il faut la fixer dès maintenant, car il est évident que les principaux partis politiques ne se mettront jamais d'accord sur la teneur des questions à poser. L'Assemblée générale les a entendus et c'est à elle de décider avant sa prochaine session, si elle ne veut pas avoir à tenir une session spéciale avant que la Nigéria devienne indépendante. Il convient que le plébiscite ait lieu en novembre et en même temps dans

les deux parties du Territoire, de manière que des électeurs ne puissent pas passer d'un secteur à l'autre pour voter deux fois.

4. Certains ont suggéré que les questions posées ne soient pas les mêmes dans le Nord que dans le Sud, parce que le Nord ne penche pas pour le regroupement des deux Territoires sous tutelle. M. Ygorji-Dinka cite un passage de la section 2, partie D, annexe I du rapport de la Mission de visite reproduisant la déclaration d'un pétitionnaire selon laquelle, si on ne faisait pas de l'Adamaoua une division distincte, la population préférerait être rattachée au Cameroun sous administration française et s'administrer elle-même. L'unification a donc ses partisans même dans le Nord. Il conviendrait par conséquent de poser une question du genre suivant: voulez-vous que le Cameroun sous administration française et le Cameroun sous administration britannique soient unifiés?

5. M. Ygorji-Dinka fait observer aux représentants du Cameroun septentrional, qui ont déclaré que le nom de "Cameroun" est étrange et qu'il n'existait pas de nation camerounaise avant la domination allemande, que le nom de "Nigéria" n'est pas moins étrange. Ce qui compte, ce sont les affinités ethniques. Or il est de fait que les trois quarts de l'Adamaoua se trouvent dans les deux Camerouns, alors qu'un quart seulement se trouve en Nigéria.

6. M. Ygorji-Dinka déclare enfin qu'il conviendrait de reviser les listes électorales, de manière à donner le droit de vote, au Cameroun septentrional, à tous les adultes, hommes et femmes. Il n'y a pas de raison pour que le quart de la population, qui est musulman et restreint l'activité des femmes, impose ses coutumes au reste de la population, qui n'est pas musulman.

7. Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) demande au pétitionnaire de quelle partie du Cameroun méridional il est originaire, s'il a jamais séjourné dans le Nord du Territoire et s'il est mandaté pour parler au nom des populations du Nord.

8. M. YGORJI-DINKA (National Union of Kamerun Students) répond qu'il est originaire de la division de Mamfé. Il est aussi qualifié que qui que ce soit pour parler du Cameroun septentrional, car il se tient très au courant de ce qui s'y passe. Il n'a pas de mandat précis des populations du Nord, mais ses affirmations sont appuyées par les faits que cite la Mission de visite.

9. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) demande au pétitionnaire si les femmes sont réellement exclues des listes électorales.

10. M. YGORJI-DINKA (National Union of Kamerun Students) confirme que, dans la région du Nord de la Nigéria, les femmes ne sont pas inscrites sur les listes électorales et ne peuvent participer ni aux élections locales ni aux élections législatives fédérales. Pour garantir que la minorité musulmane ne prive pas la majorité des femmes de leurs droits, il conviendrait que l'Organisation des Nations Unies procède

* Conformément à la résolution 1281 (XIII) de l'Assemblée générale.

¹ Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4093.

elle-même à l'inscription des hommes et des femmes sur les listes électorales.

11. Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) fait observer au pétitionnaire que, s'il avait séjourné dans le Cameroun septentrional, il saurait que les coutumes qu'il incrimine sont aussi répandues chez les non-musulmans que chez les musulmans.

12. M. PAZHWAK (Afghanistan) demande au pétitionnaire s'il est d'avis qu'une seule question soit posée au cours du plébiscite au Cameroun septentrional; sinon quels autres choix proposerait-il et sous quelle forme?

13. M. YGORJI-DINKA (National Union of Kamerun Students) est opposé à l'idée de n'offrir aux habitants du Cameroun septentrional qu'une seule possibilité, en leur posant la question: "Voulez-vous rester associés à la Nigéria?" Cette manière de présenter les choses leur donnerait l'impression qu'ils font déjà partie de la Nigéria et qu'il leur suffit de le confirmer. Or le Camerounais, comme tout être humain, est naturellement conservateur et répugne à échanger le connu contre l'inconnu. Ce serait donc orienter son choix que lui présenter l'association à la Nigéria comme la seule possibilité. S'il est vrai que 40 ans d'administration différente ont fait apparaître des traits distincts dans le Nord et dans le Sud, le Nord n'en est pas pour autant devenu une partie intégrante de la Nigéria et c'est encore avec le Cameroun méridional et le Cameroun sous administration française qu'il a le plus d'affinités. La manière dont l'Autorité administrante envisage de poser la question équivaut à demander: "Voulez-vous que le Cameroun soit désintégré?", alors que le problème véritable est de savoir si les Camerounais veulent ou non être réunis.

14. Quant au Cameroun méridional, il faut aussi lui offrir plus d'un choix, car les chiffres prouvent qu'il ne peut devenir un Etat indépendant viable.

15. M. Ygorji-Dinka est par conséquent d'avis de poser aux deux parties du Cameroun sous administration britannique les questions suivantes: 1) Voulez-vous que votre pays soit unifié? 2) Voulez-vous vous associer à la Nigéria?

16. M. PAZHWAK (Afghanistan) rappelle que le paragraphe 5 du projet de résolution A/C.4/L.582 exprime l'espoir que l'Autorité administrante s'efforcera de favoriser, avant la quatorzième session de l'Assemblée générale, un accord entre les partis politiques représentés à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional sur les questions à poser lors du plébiscite et sur les conditions à remplir pour participer à ce dernier. Il demande au pétitionnaire si cet arrangement donnerait satisfaction aux populations et si un accord entre les partis en question serait accepté par tous les intéressés.

17. M. YGORJI-DINKA (National Union of Kamerun Students) estime que l'Assemblée générale manquerait de réalisme si elle ajournait sa décision dans l'espoir qu'un accord interviendra entre les partis politiques. Il est peu probable que les efforts de conciliation de l'Autorité administrante réussissent là où ceux de l'Organisation des Nations Unies ont échoué. Tout ce qu'elle peut faire, c'est obtenir que la Chambre d'assemblée se prononce par un vote sur les questions à poser. Il serait bon en outre de ne pas consulter seulement la Chambre d'assemblée et de demander au Camerounais moyen quelles sont les questions auxquelles il voudrait avoir à répondre.

M. Fongum Ygorji-Dinka, représentant la National Union of Kamerun Students, se retire.

EXAMEN DES PROJETS DE RÉSOLUTION (A/C.4/L.580/REV.1, A/C.4/L.581, A/C.4/L.582) [suite]

18. M. SHANAHAN (Nouvelle-Zélande) expose tout d'abord la position de sa délégation sur les amendements A/C.4/L.583 et A/C.4/L.584 au projet de résolution des cinq puissances (A/C.4/L.580).

19. Le premier des amendements contenus dans le document A/C.4/L.583 améliore le texte du projet de résolution des cinq puissances et peut être considéré comme acceptable. Le deuxième amendement, qui concerne le dispositif, pourrait soulever quelques difficultés, mais étant donné que les représentants du Gouvernement camerounais n'y ont pas fait d'objections et qu'il ne tend pas à exercer une pression inadmissible à propos de problèmes relevant de la compétence interne du Gouvernement camerounais, la délégation néo-zélandaise ne s'opposera pas à son adoption.

20. En revanche, les amendements contenus dans le document A/C.4/L.584 sont inacceptables, à l'exception du dernier, car ils tendent à imposer des élections avant la levée de la tutelle et à réhabiliter l'Union des populations du Cameroun, idée rejetée par la majorité des membres de la Commission. La délégation néo-zélandaise ne s'opposera cependant pas à l'adoption du dernier de ces amendements, qui ne fait que formuler explicitement une idée contenue implicitement dans le projet de résolution des cinq puissances.

21. La délégation néo-zélandaise espère que le projet de résolution ainsi amendé sera adopté à l'unanimité.

22. Le projet de résolution concernant le Cameroun sous administration britannique (A/C.4/L.582) est parfaitement clair. La grande majorité des membres de la Commission sont convenus avec la Mission de visite que le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional forment deux entités distinctes dont les populations ont des aspirations politiques différentes et qu'il faut donc prendre une décision séparée sur chacune des deux parties du Territoire.

23. En ce qui concerne le Cameroun méridional, les deux principaux partis politiques sont en désaccord sur les questions à poser à la population lors du plébiscite, mais s'accordent à reconnaître qu'un plébiscite ne doit avoir lieu que quand la population sera mieux informée de toutes les conséquences qu'entraînera son choix. Ce travail d'information prendra du temps et, si les partis en présence pouvaient se mettre d'accord sur les questions à poser, cela faciliterait également les délibérations de l'Assemblée générale. C'est là la raison d'être du paragraphe 5 du projet de résolution.

24. Pour ce qui est du Cameroun septentrional, la délégation néo-zélandaise s'était rangée à l'avis de la Mission de visite, selon laquelle aucune consultation populaire n'était nécessaire. Cependant, étant donné qu'il s'agit d'une consultation relativement simple, comme l'ont fait remarquer les représentants du Mexique et de l'Inde, elle accepte de recommander un plébiscite dans cette partie du Territoire. Ce sera là une consultation très différente de celle qui aura lieu au Cameroun méridional, car, comme l'indique le rapport de la Mission de visite, il n'y a pas de divergence d'opinions dans le Nord. Il s'agira simplement de s'assurer de la solidité des liens qui unissent le Cameroun septentrional et la Nigéria, liens renforcés par 40 ans d'administration commune après une rupture causée par l'occupation allemande. Il suffira de demander à la

population si elle désire continuer à faire partie de la région du Nord de la Fédération nigérienne lorsque cette dernière sera indépendante. Si un deuxième plébiscite s'avère nécessaire, il faudra alors expliquer en détail à la population quels sont les choix qui s'offrent à elle. Il ne semble pas utile de lui poser pour le moment une deuxième question, qui ne l'aiderait certainement pas à comprendre le problème essentiel. La suggestion faite par la délégation indienne à la 870ème séance, concernant la nécessité de poser deux questions à la population du Cameroun septentrional mériterait d'être étudiée si elle faisait l'objet d'une proposition formelle.

25. La Mission de visite a indiqué au paragraphe 177 de son rapport que les listes électorales établies pour les élections fédérales devraient servir pour le plébiscite. L'établissement d'autres listes présenterait des difficultés et s'entraînerait la confusion dans les esprits. D'autre part, étant donné la force de la tradition, il conviendrait de limiter le suffrage aux adultes du sexe masculin. La Nouvelle-Zélande est le premier pays qui ait accordé le droit de vote aux femmes, mais elle estime qu'une brusque instauration du suffrage des femmes au Cameroun septentrional y soulèverait de nombreuses controverses et y créerait de grandes difficultés. Elle espère que le suffrage universel des adultes des deux sexes sera adopté au Cameroun septentrional dans un proche avenir, mais ne pense pas qu'il y ait lieu de faire de cette question une condition préalable.

26. Le plébiscite doit avoir lieu au Cameroun septentrional en novembre 1959. Comme sir Andrew Cohen l'a fait remarquer, des élections fédérales auront lieu en décembre. Si le Cameroun septentrional opte pour l'intégration à la Nigéria, la population pourra participer à ces élections. Sinon, l'Assemblée générale, à sa quatorzième session, pourra décider des modalités d'une nouvelle consultation. Il ne faut pas oublier que, jusqu'ici personne n'a exprimé, au Cameroun septentrional, d'opinion opposée à l'intégration avec la Nigéria.

27. Au Cameroun méridional, la situation est différente, car l'opinion est réellement divisée. Il faut que la population ait la possibilité de choisir clairement et il est difficile qu'une consultation ait lieu avant que soient connues les conditions d'une éventuelle réunification des Camerouns, exigence qui s'applique d'ailleurs autant au Nord qu'au Sud. Le calendrier proposé dans le projet de résolution semble raisonnable et pratique et il faut espérer que ce projet sera adopté à l'unanimité et qu'un commissaire des Nations Unies au plébiscite sera nommé avant la fin de la présente session.

28. M. COHEN (Chili) déclare qu'il n'est pas intervenu dans la discussion générale parce qu'il voulait entendre les opinions exprimées par tous les intéressés avant de prendre une décision sur les projets de résolution dont la Commission est saisie.

29. La délégation chilienne pense qu'il est indispensable de garantir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et c'est pourquoi elle est favorable à l'idée d'un plébiscite organisé tant au Cameroun septentrional qu'au Cameroun méridional sous administration britannique. Même les dernières élections qui ont eu lieu au Cameroun méridional ne peuvent en effet pas être considérées comme décisives. La délégation chilienne votera donc pour le projet de résolution A/C.4/L.582.

30. Aucune divergence d'opinions n'existe au Cameroun sous administration française au sujet de la date de l'indépendance et de la levée de la tutelle. Les seules questions qui se posent portent sur des problèmes

de politique intérieure. La délégation chilienne votera donc pour le projet de résolution A/C.4/L.580.

31. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.4/L.581, les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du dispositif tendent à une ingérence de l'Organisation des Nations Unies dans les affaires intérieures de l'Etat camerounais et la délégation chilienne, toujours fermement opposée à ce genre d'intervention, ne sera pas en mesure de voter pour ce projet.

32. La délégation chilienne s'abstiendra sur les amendements contenus dans le document A/C.4/L.583 et votera contre les amendements du document A/C.4/L.584 pour les raisons qu'elle a déjà exposées.

33. La délégation chilienne fait confiance à la population du Cameroun sous administration française en ce qui concerne la réconciliation nationale souhaitable et l'élection d'une assemblée constituante après l'accession du Territoire à l'indépendance.

34. Mlle BROOKS (Libéria) rappelle que les Nations Unies ont le devoir de défendre les droits de l'homme et le principe de l'égalité des sexes. Elle estime regrettable que l'on puisse envisager d'adopter un projet de résolution qui ne tient pas compte des droits politiques des femmes. C'est à ce résultat qu'aboutit le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/C.4/L.582. Les explications données par la Mission de visite à ce sujet ne sont pas suffisantes pour que l'Assemblée générale s'écarte des principes énoncés dans la Charte.

35. Il semble que l'on pourrait sans difficulté accorder le droit de vote aux femmes du Cameroun septentrional : celles qui ne voudraient pas voter seraient libres de ne pas le faire, sans que les autres soient privées de leur droit légitime. La délégation du Libéria souhaite donc que les auteurs du projet de résolution A/C.4/L.582 acceptent de supprimer les mots "et que le plébiscite soit organisé sur la base des listes électorales qu'on établit actuellement pour les élections à la Chambre fédérale des représentants," au paragraphe 2 du dispositif de ce projet. Le commissaire des Nations Unies chargé de surveiller le plébiscite pourrait également surveiller l'établissement de nouvelles listes électorales. Au cas où les auteurs du projet de résolution n'accepteraient pas de modifier ainsi leur texte, la délégation du Libéria proposerait cette modification en présentant un amendement.

36. M. PACHACHI (Irak) déclare qu'il parlera en premier lieu du projet de résolution relatif au Cameroun sous administration britannique (A/C.4/L.582), étant donné que les problèmes qui se posent à propos de ce territoire sont plus simples que ceux qui ont trait au Cameroun sous administration française et que, d'autre part, les représentants du Cameroun britannique qui siègent avec la délégation du Royaume-Uni ont exprimé le désir de repartir le plus tôt possible. La délégation de l'Irak se réserve de parler ultérieurement de la question du Cameroun sous administration française.

37. Il est naturel d'organiser des plébiscites séparés au Cameroun septentrional et au Cameroun méridional. Les raisons en ont été clairement exposées dans le rapport de la Mission de visite et dans les déclarations des représentants du Cameroun sous administration britannique. La délégation de l'Irak votera donc en faveur du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution.

38. La délégation de l'Irak se félicite, d'autre part, que les auteurs du projet de résolution n'aient pas tenu compte des conclusions de la Mission de visite selon lesquelles aucune consultation de la population du

Cameroun septentrional n'est nécessaire. Il convient de noter, à ce propos, que la Mission s'est exprimée sur ce point de façon beaucoup plus catégorique qu'au sujet des élections au Cameroun sous administration française. Cependant, même ceux qui étaient à l'origine le plus opposés à l'organisation d'un plébiscite ont fini par se rallier à cette idée. Ainsi se trouvera réaffirmé le désir de l'Assemblée générale que la population des territoires sous tutelle soit consultée avant l'accession à l'indépendance.

39. Pour ce qui est de la date du plébiscite au Cameroun septentrional, il n'est pas inutile de rappeler qu'au cours de la première partie de la treizième session de l'Assemblée, lors de la 803ème séance de la Commission, tenue le 15 novembre 1958, la délégation du Royaume-Uni avait proposé un calendrier qui prévoyait que ce plébiscite ne pourrait avoir lieu avant 1960. Elle suggère maintenant qu'il ait lieu en novembre 1959, pour permettre aux électeurs du Cameroun septentrional de participer, le cas échéant, aux élections fédérales nigériennes qui se dérouleront en décembre 1959. Cependant, la délégation du Royaume-Uni n'avait fait, en novembre 1958, aucune allusion à ces élections fédérales, dont elle devait pourtant avoir déjà connaissance.

40. La délégation de l'Irak estime qu'il serait bon que les plébiscites aient lieu simultanément au Cameroun septentrional et au Cameroun méridional, car il s'agit en réalité d'un même territoire qui aura à se prononcer sur les mêmes questions. Qu'advient-il, en effet, si la population du Cameroun septentrional décide de ne pas continuer à faire partie de la région du Nord de la Fédération nigérienne? Il est donc indispensable de donner à la population du Nord la possibilité d'opter pour l'union avec le Cameroun sous administration française, décision qui n'est pas invraisemblable, étant donné les liens et affinités qui existent entre ces deux régions du Cameroun. Il est d'autre part évident qu'un Cameroun septentrional indépendant ne serait pas viable. Rien ne s'oppose à ce que le plébiscite ait lieu en avril 1960 au Cameroun méridional, mais il faut reconnaître qu'il en va de même pour le Cameroun septentrional.

41. La délégation de l'Irak tient à relever certaines observations qui ont été faites concernant le vote des femmes. On a attribué à l'influence de l'Islam le fait qu'elles n'ont pas le droit de vote au Cameroun septentrional. Il faut tout d'abord noter que les pays de l'Islam se trouvent à des stades d'évolution différents. D'autre part, la religion musulmane est prédominante dans la partie septentrionale du Cameroun sous administration française, où pourtant les femmes ont le droit de vote. En revanche, elles ne l'ont pas en Suisse, par exemple, où pourtant l'influence de l'Islam doit être assez négligeable. Il faut accepter les coutumes locales qui peuvent exister dans telle ou telle région, mais il vaudrait mieux éviter de les attribuer à l'influence de l'Islam.

42. Si les auteurs du projet de résolution A/C.4/L.582 acceptaient de modifier le paragraphe 2 du dispositif de ce projet de façon à recommander que le plébiscite ait lieu en même temps au Cameroun septentrional et au Cameroun méridional, la délégation de l'Irak voterait en faveur de ce projet de résolution. Elle réserve sa position si la date de novembre 1959 est maintenue pour le plébiscite au Cameroun septentrional.

43. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France) fait remarquer que l'exposé du représentant de l'Irak ne

donne pas l'impression que la question du Cameroun sous administration britannique est aussi simple qu'il le prétend. D'autre part, les représentants du Cameroun sous administration française sont eux aussi très pressés de regagner leur pays, où des tâches importantes les attendent.

44. Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) précise la position de sa délégation sur la question du vote des femmes au Cameroun septentrional, soulevée par la représentante du Libéria. Le Royaume-Uni est le premier à soutenir que les femmes doivent participer pleinement à la vie politique de leur pays et il a tout fait pour favoriser le développement des droits politiques de la femme dans les territoires qu'il administre, mais il ne croit pas qu'il soit judicieux de contraindre un peuple à modifier ses coutumes. Si la population du Cameroun septentrional pense que le droit de vote doit être limité aux hommes, l'Organisation des Nations Unies ne doit pas l'obliger à adopter, pour le plébiscite, une autre forme de suffrages, pour laquelle elle n'est pas encore prête. En ce qui concerne la région du Nord de la Fédération nigérienne, la question a été examinée à la dernière Conférence constitutionnelle de la Nigéria, qui a décidé que les vœux de la population du Nord sur ce point devaient être respectés.

45. Au sujet de la date du plébiscite au Cameroun septentrional, sir Andrew Cohen tient à faire remarquer au représentant de l'Irak qu'il ne savait pas, en novembre dernier, qu'il y aurait une reprise de la treizième session et qu'il pensait donc que la question de l'organisation de ce plébiscite serait examinée à la quatorzième session. Il lui était donc impossible d'envisager que ce plébiscite ait lieu avant le 1er janvier 1960. La question ayant été examinée à la reprise de la treizième session, rien ne s'oppose maintenant à ce que le plébiscite ait lieu vers la mi-novembre 1959.

46. M. PACHACHI (Irak) note que, si la décision sur les deux questions les plus importantes que pose le plébiscite du Cameroun méridional, à savoir le choix à proposer aux populations et les qualités requises pour y prendre part, est remise à la quatorzième session, le fait qu'il y ait eu une reprise de la treizième session n'aura en rien modifié la situation.

47. Le malam ABDULLAHI (Royaume-Uni) [Ministre des affaires du Cameroun septentrional du Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria] déclare que c'est pour tenir compte de l'opinion de la population du Cameroun septentrional qu'il a été décidé de limiter le droit de vote aux hommes. Une communauté autonome a parfaitement le droit de choisir le mode de suffrage qui lui convient. S'il n'est pas question d'exclure l'octroi du droit de vote aux femmes quand la population sera prête à l'accepter, son octroi est, à l'heure actuelle, absolument contraire aux coutumes, toutes questions religieuses mises à part. Avant d'accorder le droit de vote aux femmes du Cameroun septentrional, il importe d'assurer leur éducation, ce dont le gouvernement auquel appartient le malam Abdullahi s'occupe activement.

48. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) regrette que les doutes qu'il a exprimés au sujet des questions soulevées dans les divers projets de résolution n'aient pas été dissipés. Il tient donc à exposer en détail le point de vue de sa délégation sur ces projets.

49. Le projet de résolution des cinq puissances A/C.4/L.580 consacre le point de vue exprimé par la

France qui, en tant qu'Autorité administrante, a affirmé sa volonté de voir le Cameroun sous administration française accéder à l'indépendance le 1er janvier 1960. M. Rodríguez Fabregat sera donc heureux de voter pour ce projet. Il constate toutefois que certaines idées qui ont été exprimées à maintes reprises au cours du débat n'ont pas été incorporées dans ce projet, mais figurent dans le projet de résolution A/C.4/L.581. Il s'agit, d'une part, de la nécessité d'une amnistie inconditionnelle permettant la réconciliation nationale au Cameroun indépendant et, d'autre part, de la nécessité de nouvelles élections générales. La délégation uruguayenne a déjà dit qu'elle faisait pour sa part entièrement confiance à l'Autorité administrante et au Gouvernement camerounais, mais elle éprouve des doutes sur la question de savoir si, sur ces deux points, les Nations Unies peuvent s'en remettre entièrement à la discrétion du Gouvernement camerounais. Les amendements A/C.4/L.583 au projet des cinq puissances n'ont pas dissipé ces doutes. Si le fait de parler d'élections avant l'accession à l'indépendance constitue une ingérence dans les affaires intérieures du Cameroun, le fait de parler d'élections qui auront lieu lorsque le Cameroun sera un Etat souverain ne constitue-t-il pas également une ingérence? M. Rodríguez Fabregat voudrait avoir des précisions sur ce point avant le vote, car il lui sera difficile de voter contre le projet de résolution présenté par huit Etats d'Afrique (A/C.4/L.581), qui prévoit des élections générales avant l'indépendance et demande d'accorder une amnistie totale. Il pense que, s'agissant d'un problème spécifiquement africain, ces huit Etats africains ne peuvent avoir entièrement tort.

50. En ce qui concerne le Cameroun sous administration britannique, M. Rodríguez Fabregat note que le plébiscite prévu au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/C.4/L.582 ne concerne qu'un seul aspect de la question. D'autre part, si ce paragraphe est adopté, les femmes du Cameroun septentrional ne pourront pas participer au plébiscite. Les coutumes dont a parlé le représentant du Royaume-Uni ne doivent pas arrêter la marche du progrès humain. Les Nations Unies peuvent-elles, pour respecter des coutumes, prendre une décision qui serait contraire aux principes de la Charte? M. Rodríguez Fabregat estime, comme la représentante du Libéria, que l'Assemblée générale ne doit pas recommander l'adoption, pour le plébiscite, des listes électorales dont il est question au paragraphe 2, et il demande que ce paragraphe soit mis aux voix par division. Il semble, de plus, qu'il existe une contradiction entre ce paragraphe, qui recommande qu'il soit demandé à la population si elle désire continuer à faire partie de la Nigéria, et le paragraphe 4 qui parle de "deux possibilités".

51. M. HERRARTE (Guatemala) rappelle qu'au cours de la discussion générale, il s'est déclaré en faveur de l'organisation d'un plébiscite dans les deux parties du Cameroun sous administration britannique. Il éprouve des doutes sérieux quant à la façon dont le problème est posé dans le projet de résolution A/C.4/L.582. Ce projet ne semble en effet prévoir qu'une seule solution pour le Cameroun septentrional. Dans quelle situation se trouvera-t-il si la population ne se prononce pas en faveur de l'intégration à la Nigéria? Si l'hypothèse de l'indépendance est exclue, on a en revanche beaucoup parlé d'une unification des deux Camerouns. M. Herrarte estime par conséquent que le projet de résolution devrait être modifié, afin que le plébiscite offre à la population du Cameroun septentrional le choix entre deux solutions.

52. M. BENABUD (Maroc) déclare que sa délégation votera contre le projet révisé de résolution A/C.4/L.580/Rev.1 qui vient d'être distribué, non parce qu'elle est contre l'indépendance du Cameroun sous administration française, mais parce qu'elle estime que la majorité de la population de ce territoire ne s'est pas prononcée sur le gouvernement qui assumera la charge des affaires camerounaises lors de l'accession à l'indépendance. Des élections libres avec une participation aussi large que possible de la population sont indispensables pour que le Gouvernement du Cameroun jouisse de l'autorité qui lui permettra d'assumer les responsabilités nouvelles que crée l'indépendance. Il est d'autre part à craindre, comme l'ont souligné de nombreux pétitionnaires, que la proclamation de l'indépendance sans élections préalables sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies ne crée au Cameroun une situation instable et difficile. En terminant, M. Benabud adresse ses félicitations au peuple camerounais à l'occasion de sa prochaine accession à l'indépendance.

53. M. LEWANDOWSKI (Pologne) fait observer que les délégations n'ont pas eu le temps nécessaire pour définir leur position quant aux divers projets de résolution et amendements, en particulier le projet révisé qui vient seulement d'être distribué. En outre, plusieurs délégations, dont la délégation polonaise, ont l'intention de prendre la parole le lendemain.

54. Il propose en conséquence de lever la séance et de remettre au lendemain le vote sur les projets de résolution et amendements.

Par 48 voix contre une, avec 27 abstentions, la proposition est adoptée.

55. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) a voté contre la proposition du représentant de la Pologne à cause des incidences financières de la prolongation de la présente session.

La séance est levée à 17 h. 55.